Document generated on 08/09/2025 1:25 p.m.

Études littéraires africaines

À propos du « discours de Dakar »

Catherine Mazauric, Patrice Yengo, Thierry Perret and Joseph Tonda

Number 27, 2009

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1034308ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1034308ar

See table of contents

Publisher(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (print)
2270-0374 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Mazauric, C., Yengo, P., Perret, T. & Tonda, J. (2009). À propos du « discours de Dakar ». *Études littéraires africaines*, (27), 74–82. https://doi.org/10.7202/1034308ar

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

À propos du « discours de Dakar »

Avec deux articles respectivement publiés les 3 et 9 août 2007[1], soit moins d'une semaine après la profération par N. Sarkozy, le 26 juillet précédent, face à un auditoire sans doute médusé, à l'université Cheikh Anta Diop, du « discours de Dakar », Achille Mbembe avait très tôt réglé son compte à l'hégélianisme du pauvre dont celui-ci s'inspirait. *L'Afrique répond à Sarkozy*[2], coordonné par Makhily Gassama, a été pour sa part, en février 2008, le premier volume d'une salve d'ouvrages collectifs qui, au-delà des « premières rages »[3] et de la nécessaire riposte, ont cherché à s'attacher à l'analyse critique des fondements historiques, des soubassements idéologiques et politiques de la persistance d'une telle rhétorique, comme à son articulation avec le réel et à sa réfutation.

Au titre du syndrome récurrent d'un afropessimisme resté engoncé, comme l'écrit Joseph Tonda ici même, dans la stigmatisation et non dans la critique, notons d'ailleurs que s'est illustré, à côté de cette salve éditoriale, un tir adversaire venu du continent, destiné par André Julien Mbem à « ces » intellectuels écrivant « contre le discours de Dakar », et accusés de rendre l'Afrique « malade ».

Des circulations se sont cependant très tôt instaurées entre l'Internet, la presse et les livres, d'une part, et entre ces derniers, d'autre part. Les chroniques d'Achille Mbembe, à qui on doit un article plus complet dans *L'Afrique de Sarkozy*, sont ainsi d'abord parues au Cameroun dans *Le Messager*. L'historien Ibrahima Thioub, outre qu'il a contribué à *L'Afrique de Sarkozy* et au *Petit précis*[4], est également l'un des premiers à avoir dénoncé la rhétorique guaino-sarkozyenne dans un article publié sur le site d'*Africultures*[5], tandis que la contribution de Boubacar Boris Diop à *L'Afrique répond à Sarkozy* était initialement parue dans le quotidien sénégalais *Le Soleil*[6]. Les filles d'Ahmadou Kourouma se sont insurgées, le 20 août 2007, dans *Libération*, « en mémoire de [leur] père », contre une vision de l'histoire de l'Afrique qui commencerait

[1] « L'Afrique de Nicolas Sarkozy » et « France-Afrique : ces sottises qui divisent », toutes deux disponibles sur *Africultures* :
http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=6784,
http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=6819.

[2] Gassama (M.), dir., *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*. Paris : P. Rey, 2008, 478 p.

[3] Bouchentouf-Siagh (Z.), « Duplicité et trafic de l'histoire », dans Gassama (M.), dir., *L'Afrique répond à Sarkozy…*, *op. cit.*, p. 55.

[4] Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy. Sous la dir. de Adame Ba Konaré. Paris : La Découverte, 2008, 347 p.

[5] « À Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République française », 9 août 2007 : http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=6818.

[6] Le 21 août 2007, sous le titre « Le discours inacceptable de Nicolas Sarkozy ».

« au moment de la colonisation »[7]. Emmanuel Dongala réagissait dans *Libération* en septembre 2007[8], et Aminata Traoré produisait de son côté, en janvier 2008, *L'Afrique humiliée*[9]. Au-delà des contre-discours, il y a donc là autant de témoignages d'un travail d'élaboration critique rendant plus manifeste encore qu'avec cette péroraison, c'est bien plutôt une certaine relation entre la France et l'Afrique qui s'est définitivement abîmée parmi les vieilleries de l'Histoire.

■ Catherine MAZAURIC

En Françafrique, le roi serait-il tout bonnement « nul » ?

Commandé par une forme d'urgence polémique, l'ouvrage dirigé par Makhily Gassama (*L'Afrique répond à Sarkozy*, *op. cit.*) ne comporte pas moins de 23 contributeurs (autant que le *Petit précis,* dirigé par l'historienne Adame Ba Konaré, mais beaucoup plus que les cinq co-auteurs de *L'Afrique de Sarkozy*, coordonné par Jean-Pierre Chrétien[10]), intellectuels, écrivains, universitaires issus de disciplines diverses (lettres, philosophie, histoire, linguistique, sciences économiques et politiques…).

Parmi ces contributeurs, l'écrivain Jean-Luc Raharimanana, faute d'avoir vu sa « tribune » acceptée par *Le Monde*, a dû diffuser sur Internet sa réponse[11] à une recension, par ce même journal, de *L'Afrique répond à Sarkozy*. Ce dernier ouvrage, « plutôt que de développer des ripostes constructives et des analyses opérationnelles », offrirait en effet, selon l'éditorialiste Philippe Bernard[12], « un étalage souvent atterrant d'absurdités, d'approximations et de conformisme intellectuel », et ne rétorquerait que par « l'outrance grandiloquente » à « l'agression pontifiante ». « Numéro de tam-tam », juge Raharimanana, d'un journaliste auto-proclamé « spécialiste de l'Afrique », indisposé surtout, à l'instar de « cercles assez douteux », par les références à Cheikh Anta Diop, et soucieux d'abord d'abonder dans le même sens que le discours de « non repentance » que cherche à diffuser le sommet de l'État.

S'efforçant pourtant d'aller au-delà du scandale initial, et de l'indignation suscitée par un discours dont l'indigence ne constitue pas la moindre insulte, les contributions de *L'Afrique répond à Sarkozy* se déploient dans les trois registres de la dénonciation, de la déconstruction et de la réfutation. La

---

[7] « En mémoire de notre père », par Nathalie et Sophie Kourouma :
http://www.liberation.fr/tribune/0101109226-en-memoire-de-notre-pere.

[8] « Le discours de Sarkozy à Dakar. Quand le Président de la France se trompe de génération », 6 septembre 2007 :
http://www.liberation.fr/rebonds/discoursdesarkozyadakar/276214.FR.php.

[9] *L'Afrique humiliée*. Paris : Fayard, 2008, 294 p.

[10] *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Sous la dir. de J.-P. Chrétien. Paris : Karthala, 2008, 202 p.

[11] « *L'Afrique répond à Sarkozy* – Lettre ouverte à Philippe Bernard », droit de réponse refusé par *Le Monde*, daté du 6 mars 2008 :
http://www.afrik.com/article13781.html.

[12] « Des intellectuels africains en colère », *Le Monde*, 29 février 2008, p. 22.

dénonciation, parfois éberluée, vise d'abord l'ignorance (Mamoussé Diagne, « L'ignorance n'excuse pas tout »), et ce que cette dernière révèle de mépris pour le public d'universitaires dakarois qui était présent, pour la destinataire proclamée du discours, cette « élite » de la « jeunesse d'Afrique », et, au-delà, pour l'Afrique tout entière. Plusieurs contributeurs s'attachent à rectifier les erreurs et à combler les lacunes béantes dont la harangue est truffée. Mais, au-delà de la « violence symbolique d'un discours crépusculaire » (Mahamadou Siribié), la dénonciation porte sur un néo-colonialisme qui campe sur la promotion obsessionnelle et indécente des « aspects positifs », et ne pratique le repentir (baptisé « repentance » pour l'occasion) que par prétérition.

Le sociolinguiste Mwatha Musanji Ngalasso s'attache, dans « Un discours néocolonial en langue de caoutchouc », à la déconstruction de l'« événement langagier » constitué par le discours. Le « prêchi-prêcha de Dakar », dans « son autoritarisme, sa condescendance, son côté mégalomane, présomptueux et péremptoire » (p. 274), formulé par un « triple *je* » (ceux du Président, de la France et de l'Europe) s'adressant à un « vous » indifférencié, présupposé immature et « assis sur la margelle de l'Histoire », comme le formule pour sa part Koulsy Lamko (p. 181), ne viserait finalement qu'à assener un message univoque et cru : que les Africains restent chez eux, pris dans les rets d'un « nouveau contrat néocolonial » (M. Diagne, p. 121).

Quant à la réfutation, elle peut adopter la forme d'une lettre, celle de K. Lamko à feu Thomas Sankara, ou celle, plus méthodique, que choisit la géographe Louise-Marie Maes Diop, en répondant méthodiquement à certains passages sélectionnés. On ne saurait par ailleurs s'étonner de la particulière gravité du ton quand il s'agit de souligner l'énormité du mensonge concernant « les génocides africains », mensonge qui continue de masquer la part prise par la France aussi bien dans le génocide des Tutsis au Rwanda que dans le maintien de nombre de dictatures sanglantes. Et l'on se demande, avec J.L. Raharimanana, ce qui fonde l'outrecuidance d'un P. Bernard à tenir pour rien l'expertise d'un Makhily Gassama ou d'un Djibril Tamsir Niane quant à l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui.

Mais il est une autre réponse encore, peut-être la plus définitive, à ce prêche nourri d'une « anthropologie à l'encre violette » (M.M. Ngalasso, p. 284). C'est celle de Patrice Nganang dans sa « Lettre au benjamin » : la jeunesse africaine, désormais, tout bonnement, « n'en a rien à cirer » du discours de Dakar, avatar le plus récent de sempiternels sermons entendus depuis des décennies. Rien ne serait dès lors plus efficace que « la simple, banale indifférence » (p. 303). À l'heure pourtant où, au regard d'événements récents, la Françafrique manifeste qu'elle n'a nullement renoncé, il n'est pas inutile qu'un bouquet certes disparate de contributions[13] vienne souligner ce que Boubacar Boris Diop résume ainsi : « En Françafrique, le roi est nul… ».

■ Catherine MAZAURIC

[13] Réédité en format de poche par les éditions Philippe Rey au printemps 2009.

La domination dans sa condescendante naturalité

Ceux qui ont coutume de fréquenter l'Afrique dans sa construction théorético-politique connaissent le rôle assigné à la notion de « naturel ». L'état de nature, le naturel, sont autant de vieux attributs qui ont toujours permis de caractériser ce continent dans son irrémédiable immuabilité. Pour preuve : les chefs d'État qui se représentent aux élections y sont candidats « naturels », tout comme étaient naturels les coups d'État qui les avaient auparavant portés au pouvoir. Aussi ridicule que puisse paraître cette notion de « naturel », son noyau de vérité réside dans le fait qu'elle naturalise jusqu'au renouvellement de l'exécutif en France dans sa relation à l'Afrique. C'est donc tout naturellement que Nicolas Sarkozy, fraîchement élu, est allé à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar renouer son pacte de naturalité avec ce continent. Son discours, tout en narcissique prétérition (« Je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, vous donner des leçons »), a immédiatement provoqué la colère de la communauté des historiens. Après Chirac et son Afrique qui ne serait pas encore mûre pour la démocratie, voici maintenant le temps de l'Afrique qui ne serait pas suffisamment entrée dans l'histoire.

Dans ce discours, le refus d'histoire serait matérialisé par le *paysan africain* dont les gestes sisyphéens sont promus au rang de preuves concrètes, comme si la paysannerie, hors de ce continent, s'était constituée dans un rapport autre que celui de la ritournelle. Mais le « paysan africain » n'est que l'élément « naturel » d'une certaine idéologie politique qui cherche à remanier l'Histoire universelle, jugée trop complexe, en une suite historique simplifiée, telle qu'annoncée précédemment par le coup de force législatif « des aspects positifs de la colonisation ». Face à ce genre de manœuvre, l'exercice consiste toujours à débusquer, derrière la noblesse affichée des apparats rhétoriques, le « naturel » de leur fonction politique. Ce à quoi nous invitent les chercheurs réunis autour de Jean-Pierre Chrétien dans *L'Afrique de Sarkozy* (*op. cit.*).

L'exercice, somme toute, n'est pas très difficile, tant le discours du champion de la rupture est truffé de poncifs et de formules emblématiques : « foi mystérieuse, âme africaine, imaginaire merveilleux, sagesse ancestrale, symbiose avec la nature, ordre immuable » que J.-F. Bayart se fait fort de railler dans un texte aussi court qu'incisif : « Y a pas rupture patron ! ».

Les présupposés de cette rhétorique méritent néanmoins d'être traqués, là où s'élabore leur recevabilité ; dès l'école, par exemple, où l'histoire de ce continent, comme le montre Pierre Boilley, n'est enseignée que pour l'épisode de la colonisation (p. 137). Ainsi, plus l'on est passionnément ignorant au sujet de l'Afrique, plus cette ignorance autorise l'arrogance que seul justifie un racisme qui n'a même plus besoin d'avancer masqué (p. 125). C'est bien là la question centrale car, interroge Achille Mbembe, « qu'est-ce qui autorise le représentant officiel d'un des plus vieux États européens à s'exprimer de manière aussi anachronique devant une assemblée académique africaine au début du 21e siècle ? […] Qu'est-ce qui donc fait de ce continent le miroir vertigineux dans lequel la France officielle ne voit jamais rien d'autre que le reflet de ses propres fantasmes ? » (p. 27).

C'est dans la *violence de la race*, matrice symbolique et scène originelle du projet impérial français et plus tard de la politique africaine de la France,

qu'Achille Mbembe décèle les raisons de « cette résistance à la vérité » qui se reproduit suivant la logique de l'occultation, de la dénégation et de la volonté d'ignorance. Le signifiant racial, que l'on s'est toujours efforcé sinon de nier, du moins de masquer, produit un (non) savoir qui circonscrit tout, « y compris, et c'est le comble, le désir africain d'émancipation ». Dans « l'éblouissante stérilité des rapports sans relations » (p. 111) où il maintient dominants et dominés, il prospère sur la vacuité du droit. Bien plus, selon Ibrahima Thioub, il « confère légitimité à la brutalité des pouvoirs au nom de la mise en œuvre de politiques déclinées sous les vocables de "mise en valeur" à l'époque coloniale, de "développement" depuis la fin de la 2e Guerre mondiale, ou d'"humanitaire" plus récemment ». Et I. Thioub d'enfoncer le clou : « Ce type d'intervention qui prend la figure d'une action missionnaire relayée par les élites autochtones intéressées stigmatise toute opposition à sa philosophie, à ses objectifs et à sa mise en œuvre comme un refus du progrès contre lequel l'usage de la violence est légitime. La majorité des pouvoirs africains issus du mouvement anti-colonial, ont adopté et adapté ce savoir qui fait corps avec la violence, en exhumant et en exaltant "des traditions africaines" mises hors de toute temporalité » (p. 162). On comprend que les dirigeants africains soient restés discrets sur ce discours.

■ Patrice YENGO

Note voyageuse de lecture : sur l'histoire niée ou le paradigme du « regard » anachronique

On se permettra dès l'abord ce coup de griffe : ce n'est pas la postface de Catherine Clément qui dira le degré de « remise à niveau » de ce *Petit précis* (*op. cit.*). L'écrivaine y déroule ses « amitiés » africaines et fait d'une anecdote (sa rencontre radiophonique avec Henri Guaino) matière à courte réflexion sur l'autodidactisme et la fragilité du savoir. Ce faisant, elle ajoute une erreur à la légèreté du propos. L'enjeu du discours de Dakar, rédigé donc par H. Guaino, n'est pas celui de l'approximation dans le jugement, mais précisément de la perpétuation d'un point de vue sur l'Afrique, qui nie celle-ci dans sa substance : l'Afrique toujours dans le regard de l'Autre, au demeurant saturé d'idéologie, celle qui meut l'Occident toujours disposé à s'arroger un « droit de regard » sur le monde. L'Afrique dont il est question ici, celle des préjugés et des stratégies dévalorisantes, n'a pas droit à sa singularité, à la *subjectivité*, ainsi que le souligne avec force Bogumil Jewsiewicki.

Juger l'Afrique, juger l'histoire de l'Afrique, juger de *l'absence à l'histoire* de l'Afrique : tel est le défi qui a été lancé aux historiens par N. Sarkozy à l'université de Dakar. Ce *Petit précis* est donc la réponse des praticiens de l'histoire à un homme politique – du propos de qui on pourra bien sûr relever la confusion et les contradictions, comme le signale le Malien Abdoulaye Konaté dans sa contribution – qui poursuit par ailleurs, c'est sa fonction, des objectifs très concrets en matière de politique, et pas seulement africaine. Adame Ba Konaré, qui a coordonné cet ouvrage, et, dans sa préface, Élikia M'Bokolo le signalent clairement, mais trop brièvement : le discours de Dakar est connexe d'une volonté sarkozyenne de redonner, en France, sa vigueur au sentiment

de fierté nationale. Cela, au moment où le débat sur la mémoire coloniale, si malmenée par l'historiographie d'aujourd'hui, fait florès. Et à l'heure où la fermeture des frontières, dans ce pays européen de vieille extraction africaine qu'est la France, fait l'objet d'une légitimation redoublée.

Tout ceci est cohérent, tout ceci est politique. Mais le livre se situe sur un autre plan. Celui de l'histoire, ou plus justement celui de la confection d'une certaine histoire. Et il désigne un horizon que les historiens d'aujourd'hui connaissent bien, l'horizon de la déconstruction d'un discours occidental longtemps triomphaliste sur l'Afrique et son histoire. Troublant d'ailleurs de constater comme les initiatives entrent en résonance : cette note de lecture a été rédigée, en mars dernier, lors d'un voyage au Mali, où un certain Hubert Védrine, invité d'un Forum sur la gouvernance, reformulait son thème favori, celui d'un Occident qui n'exerce plus de monopole sur le destin des hommes ; « l'Histoire pourrait très bien continuer sans nous », résume l'ancien Ministre français des Affaires étrangères.

Le Mali : nombre de contributeurs du *Petit précis* sont, précisément, maliens. Et ce constat a du sens, celui d'un conflit des prestiges. Le Mali des grands empires, le Mali fastueux des mémorialistes arabes a constitué un schème privilégié des historiens dans l'effort de reconquête d'une profondeur historique pour le continent noir, solennellement illustrée par la production, à l'UNESCO, de la grande *Histoire de l'Afrique*, vaste chantier apparemment peu visité par Henri Guaino. Dire que les Maliens ont le sens de l'histoire chevillé au corps est un truisme. Mais cette dynamique conduit à de jolies prouesses : ainsi, lorsque Doulaye Konaté – récemment en séminaire à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales – livre une analyse sur les « lieux de mémoire »[14] du Mali, qui fait contrepoint à la grande ambition mémorielle que Pierre Nora a illustrée, mais pour la France exclusivement, celui-ci ayant dédaigné d'y inclure la mémoire de la colonisation, une mémoire partagée pour le moins.

Autre rencontre malienne, avec Drissa Diakité qui achève un travail de longue haleine sur l'histoire de l'Empire du Mali, telle que restituée par la tradition orale. Il nous explique comment il procède, par l'enrichissement des sources, à un « décentrage » du récit mémorialiste dominant, pour faire entendre les autres voix, les autres points de vue de clans ou d'ethnies, jusque-là minorés : c'est pour ainsi dire de la déconstruction dans la déconstruction…

Dans sa contribution au *Petit précis*, le même Drissa Diakité s'attache plus classiquement à montrer comment, du Moyen-Âge au XIX^e^ siècle, de Ibn Battuta à Théodore Mollien, des observateurs étrangers ont rendu, à rebours des préjugés d'alors, hommage à des formes de civilisation africaines pouvant atteindre un grand raffinement. Élémentaire… mais cette « histoire africaine (revisitée) pour les nuls » n'est pas qu'un exercice de plaidoyer. Elle ouvre aussi des perspectives ; ainsi, Ibrahima Thioub, revenant sur la question de l'esclavage, fait un sort à l'éternelle posture de victimisation des Noirs, pos-

[14] *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*. Préface de C. Coquery-Vidrovitch. Paris : L'Harmattan, 2006, 121 p.

ture à laquelle l'évocation de cette période donne lieu répétitivement ; il déplore, en regard, le faible travail de recherche sur l'esclavage domestique en Afrique.

Il y a ainsi une lecture du *Petit précis* qui concerne peu Nicolas Sarkozy. Où l'on voit des historiens s'interroger avec une certaine amertume sur leur mission de recherche et de diffusion du savoir. Ont-ils failli ? Ou est-ce l'époque qui est peu propice ? Les anachronismes sans nombre colportés par la vision (commune) française sur l'Afrique nous laissent aussi entendre que l'histoire est un parcours, non un état, et, comme telle, qu'elle est propre à des réflexions en abyme.

■ Thierry PERRET

Les impensés et impensables de l'anomalie intellectuelle africaine

« Un lecteur qui découvre un ouvrage dans un rayon de librairie est *a priori* porté à lire la quatrième de couverture pour en saisir la quintessence », écrit André Julien Mbem à la page 41 de son livre[15]. Mais on ne découvre généralement un livre que par son titre, et celui du livre de Mbem – *Et si l'Afrique était malade de « ces » intellectuels ?* – est plus parlant que sa quatrième de couverture.

Réaction particulièrement inspirée et bien écrite à l'encontre de tous les textes publiés contre le fameux « discours de Dakar » par plusieurs intellectuels africains et non africains, dénonçant ce que l'un d'eux, Achille Mbembe, dans une conférence donnée à la Sorbonne le 28 janvier 2008, a appelé la « volonté d'ignorance » du Président français, l'ouvrage de Mbem s'inscrit, à travers son titre, dans un paradigme familier des discours sur l'Afrique : le paradigme de la pathologie. On savait que l'Afrique est malade du Sida, du paludisme, de la corruption, de l'impunité, des guerres, etc. On sait maintenant que l'Afrique est malade de la tête, c'est-à-dire de « ces » intellectuels, de « ces "évolués" complices des "dictatures culturelles" », mais également des dictatures tout court (p. 102). Le démonstratif « ces » ne conduit pas seulement l'auteur à indexer « ces » intellectuels dont l'Afrique est malade, mais redouble l'effet d'accusation et de condamnation d'un effet de stigmatisation.

La critique et le débat sont la chose la plus ordinaire et la plus normale qui soit dans le champ intellectuel ou scientifique, et A.J. Mbem le proclame haut et fort, notamment dans ses reproches adressés à François Soudan et à Dominique Métaillet de *Jeune Afrique* (p. 59-71). Mais la stigmatisation est un refus de l'existence de l'autre, surtout si cet autre est pensé, comme à l'époque coloniale, sous le signe d'un agent pathogène de tout un continent. Mbem reproche, à juste titre, à « ces » intellectuels d'avoir donné à croire que « tous les Africains » ont rejeté le discours de Dakar, ou exprimé leur indignation après celui-ci. Mais voilà qu'il ne peut éviter de tomber dans le même piège, quand il fait de « ces » intellectuels ceux-là dont *toute* l'Afrique est malade. La

[15] Mbem (A.J.), *Et si l'Afrique était malade de « ces » intellectuels ? Contre-vérités sur le discours fondateur de Dakar*. Paris : L'Harmattan, 2008, 132 p.

question est alors la suivante : que doit-on faire de « ces » intellectuels qui rendent l'Afrique malade ? Doit-on les soigner ? Mais soigne-t-on des agents pathogènes, ou bien les élimine-t-on ? Même si l'on devait les soigner, le problème n'est pas pour autant résolu : comment soigner et *qui* doit soigner des intellectuels qui rendent malade tout un continent, et qui ne se savent pas malades, sans les considérer comme de dangereux fous, de furieux débiles mentaux ? Que nous apprend l'Histoire au sujet de ce genre d'individus ? Surtout lorsqu'ils se sont risqués à s'attaquer à une parole souveraine ? L'exemple de l'Union soviétique enseigne que le goulag était la solution. Faudra-t-il réinventer le goulag pour « ces » intellectuels « évolués » et « traditionalistes », enfermés dans des mythes et donc complètement aliénés, hors de l'Histoire ?

Le problème n'est donc pas qu'il existe des intellectuels qui se dressent contre l'absence de « politiques de diversification des denrées alimentaires pour se prémunir de la pénurie » (p. 89), comme l'illustre le cas sénégalais évoqué par Bara Diouf, que cite A.J. Mbem. Le problème n'est pas non plus la critique des incapacités africaines qui font que, même lorsque l'argent existe et qu'il a été investi dans un secteur comme celui de l'agriculture, cet investissement ne conduit pas à l'autosuffisance alimentaire, parce que des politiques manquent de « capacité d'anticipation ». Le problème est encore moins de voir un intellectuel africain défendre avec talent Henri Guaino et Nicolas Sarkozy quand ils donnent la leçon en affirmant une chose et son contraire. Le problème réside dans le fait que la cause des incapacités africaines est dans ce symptôme que manifestent « ces » intellectuels-là qui sont fous et qui ne le savent pas. Ils incarnent la même incapacité à prendre conscience du réel, comme le fait l'Afrique qu'ils rendent malade. Ce qui rend, du coup, particulièrement difficile la question de la guérison de l'Afrique : si ceux qui doivent sauver l'Afrique, qu'ils rendent malade, sont atteints de la même maladie que *leur* malade, parce qu'ils sont eux-mêmes une partie de leur maladie, les médecins et les malades sont tous condamnés à (la) mort.

Les choses sont donc plus graves qu'il n'y paraît, car l'Afrique et « ces » intellectuels qui la rendent malade ne sont pas les seuls à souffrir, non pas tant d'une *maladie*, mais d'une *anomalie*. Georges Canguilhem a dit que ce qui caractérisait l'anomalie était le fait que celui qui en était affecté n'avait pas conscience d'un passé dont son état d'anomalie avait interrompu le cours normal. Pour le cas de « ces » intellectuels que stigmatise Mbem, on peut dire que cette absence de conscience du passé se manifeste par l'obsession qu'ils ont, nationalistes « évolués » ou « évolués » postnationalistes, de mythifier le passé des sociétés africaines. Quant à la maladie, Canguilhem soutient qu'elle se caractérise par la conscience de cet état dont la guérison visait la restauration. S'agissant de « ces » intellectuels, de ces « évolués », leur situation est perdue d'avance, car le passé qu'il faudrait restaurer n'est même pas le réel, mais le fantasme. Dans les deux cas, « ces » intellectuels sont bel et bien frappés d'une anomalie. Une anomalie qui affecte aussi bien les paysans que les politiques et les intellectuels, car « au-delà de la classe politique, Bara Diouf a le courage intellectuel de mettre en cause les Sénégalais eux-mêmes, arc-boutés sur des archaïsmes, des modes de consommation qui les rendent

pourtant vulnérables à la moindre secousse sur le marché des matières premières » (p. 90).

C'est cela, « l'homme africain », insuffisamment entré dans l'Histoire parce que dénué de réelle conscience de son passé et de son futur, et donc vivant complètement sous la violence de l'imaginaire. Et parce que Mbem est lui-même une composante de cet « Homme africain », il ne peut éviter d'être lui aussi victime de cette anomalie africaine. C'est pourquoi il oublie de se demander comment les *modes de consommation* se sont imposés dans l'histoire sénégalaise, mais aussi dans celle des villes d'Afrique centrale, au point de devenir des symboles des « archaïsmes » de tout un continent par définition malade et hors de l'Histoire. Du coup, la question des impensés et impensables de l'anomalie africaine des intellectuels « évolués » finit par rattraper Guaino, Sarkozy et Mbem. Notamment quand le maître du discours, c'est-à-dire Sarkozy, incarne la « rupture » en lobotomisant la nouvelle politique africaine de l'Élysée par le renvoi d'un certain ministre sur ordre de Brazzaville, de Libreville et de Yaoundé.

■ Joseph TONDA